



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACCIAUTO SAS

309 route de Gascogne
82400 Valence

Références : SCO/S 2025-S 0490
Code AIOT : 0006803272

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement ACCIAUTO SAS implanté Route de Fleurance 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale concernant le risque inondation et l'action nationale sur le contrôle de la contractualisation avec les filières REP VHU.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCIAUTO SAS
- Route de Fleurance 82400 Valence
- Code AIOT : 0006803272
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ACCIAUTO a été autorisée par arrêté préfectoral n°98-1275 du 21 août 1998 modifié par arrêtés préfectoraux n°2012135-0010 du 14 mai 2012 et n°2014094-0004 du 4 avril 2014 à exploiter une installation de stockage et de récupération de carcasses de véhicules et de déchets de métaux ferreux et non ferreux. L'entreprise LGA a racheté la société ACCIAUTO en 2017.

L'entreprise a repris administrativement l'ensemble des activités du précédent exploitant, mais n'exploite plus d'installations classées sous les rubriques 2713, 2714 et 2718 de la nomenclature des ICPE relatives au transit de déchets métalliques, non dangereux et dangereux. Seule l'installation de traitement de traitement de VHU classée sous la rubrique 2712 est exploitée.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- AR - 14

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande d'action corrective	30 jours
10	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Inondation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article Règlement du PPRI	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
4	Moyens	Arrêté Ministériel du 26/11/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'alerte et de lutte contre l'incendie	article 20	
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
6	Rondes	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
7	Zone d'immersion	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
11	Contrôle cahier des charges	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Point 15 - Annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été repris par le groupe INDRA et il est constaté la réflexion sur l'évolution du site.
Il est rappelé à l'exploitant qu'à partir du 1er janvier 2026, plusieurs prescriptions réglementaires vont s'appliquer et des actions doivent être mises en place au plus tard à cette date.
Il est attendu une meilleure prise en compte des spécificités du règlement du PPRI applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant indique avoir contractualisé avec l'éco-organisme RECYCLER MON VEHICULE et 17 systèmes individuels. Il est constaté la signature d'un contrat avec l'ensemble des éco-organismes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant indique récupérer sans frais les véhicules. Il n'est pas constaté la preuve du contraire le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : Le jour de l'inspection il est contrôlé un bordereau de suivi pour des véhicules hors d'usage qui n'appelle pas de commentaires. Le jour de l'inspection il n'est pas constaté de chargement en attente d'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant présente le jour du contrôle un rapport de contrôle du poteau incendie situé à l'entrée du site.

Celui-ci délivre 67 m³/h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2026 :

« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

<p>« En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p> <p>« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique être en cours de mise en place de l'exigence réglementaire et en profite pour mettre en place une réorganisation des entreposages des déchets combustibles et inflammables. A ce jour il n'existe pas de détection incendie sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la détection incendie est obligatoire à partir du 1er janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rondes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2026 :</p> <p>« A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>« a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.» b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>« B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <p>« - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;« - le parcours des rondes et les points d'observation ;« - la formation du personnel concerné ;« - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;« - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des rondes sont réalisées mais ne sont pas formalisées.</p> <p>L'exploitant indique être en cours de réflexion sur le renforcement et la formalisation des rondes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est rappelé à l'exploitant qu'à partir du 1er janvier 2026 les rondes sont obligatoires et doivent être formalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Zone d'immersion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'immersion
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2026 : <i>« L'installation dispose d'une zone d'immersion à proximité de la zone de stockage temporaire. »</i>
Constats : L'exploitant indique être en cours de chiffrage pour la mise en place d'une zone d'immersion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que la zone d'immersion est obligatoire à partir du 1er janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.[...]
Constats : L'exploitant présente le jour de l'inspection le plan de défense incendie qui n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection. Il est constaté que celui-ci est disponible à l'entrée du site. L'exploitant ne peut justifier le jour de l'inspection de sa transmission au SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le plan de défense incendie au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
--

Prescription contrôlée :

[...]Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.[...]

Constats :

L'exploitant présente le jour de l'inspection un compte-rendu de l'exercice incendie réalisé le 09/07/25.

Le compte-rendu ne fait pas état de la simulation de confinement des eaux d'extinction incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise un exercice incendie en traçant l'ensemble des étapes prévues par le plan de défense incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]

Constats :

<p>Le confinement se fait par mise en place d'un bouchon au niveau du séparateur.</p> <p>L'exploitant ne peut présenter le jour de l'inspection le justificatif de dimensionnement du confinement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie du dimensionnement du confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 11 : Contrôle cahier des charges

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Point 15 - Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle cahier des charges</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présente le contrôle réalisé par la société SGS le 26/06/25. Le rapport n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Inondation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article Règlement du PPRI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inondation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupation du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme ou par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place une procédure récente pour prendre en compte le risque inondation. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter le règlement du PPRI Garonne aval considérant que son installation est située dans une zone d'aléa de celui-ci. Cette procédure mériterait d'être moins générale et d'être vraiment adaptée au règlement du PPRI applicable.</p>

Elle doit démontrer la bonne prise en compte de celui-ci et le cas échéant faire apparaître une cartographie de l'aléa et des mesures prises et prévues pour gérer le risque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète sa procédure inondation en prenant en compte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la cartographie des aléas impactant le site ; - les mesures prises et prévues pour la gestion du risque d'inondation ; - la justification de la bonne prise en compte du règlement du PPRI applicable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours